

Victoire en Inde pour le réseau Maersk, après de violentes agressions contre des travailleurs

*source Fédération internationale des ouvriers du transport 2 octobre 2007

Le réseau Maersk de l'ITF, qui permet aux travailleurs de se faire entendre au sein de cette multinationale des transports, vient d'obtenir la réintégration des salariés indiens licenciés pour avoir protesté après l'agression de leurs collègues.

En avril, les chauffeurs de poids lourds des entreprises Relogistics et SC Thakur Bros ont décidé de s'affilier au Transport and Dock Workers Union (TDWU). Ces deux entreprises transportent des conteneurs pour l'une des filiales de Maersk, Global Terminals India (GTI) dans le terminal portuaire de Mumbai. Cinq jours plus tard, une camionnette qui transportait des militants syndicaux a été détournée vers une carrière où elle a été prise en embuscade par une bande de voyous, tandis que des complices se rendaient chez deux autres militants syndicaux pour les rouer de coups, mettre à sac leur domicile et menacer leur famille.

Les chauffeurs ont réagi en faisant grève mais le syndicat les a convaincus de reprendre le travail pendant les négociations avec les directions. Ces dernières ont cependant refusé le dialogue et licencié 14 personnes. Dans au moins un de ces cas, le militantisme syndical motivait le licenciement.

Le syndicat a apporté son aide en payant les frais médicaux des militants agressés et en subvenant aux besoins de leur famille, et l'un de ses responsables, PK Raman, a parlé de leur situation lors de la réunion du réseau international Maersk tenue à Copenhague le 24 avril. Même si Maersk n'est pas l'employeur direct, la multinationale n'était visiblement pas fière qu'une telle violation des droits des travailleurs se produise chez ses sous-traitants.

Aucun des sous-traitants n'a voulu dialoguer avec le syndicat. Mais le TDWU a persévéré, tandis que le comité directeur du réseau Maersk se tournait vers la haute direction au siège des terminaux APM de Maersk à La Haye. Celle-ci a alors pris contact avec GTI à Mumbai, qui a accepté d'user de son influence pour que la société rencontre le syndicat. Enfin, en juin, Relogistics a accepté de réintégrer pour commencer trois des chauffeurs, et de prévoir un programme pour la réintégration des six autres. Le syndicat entretient maintenant de bonnes relations avec la société.

Les rapports ont été plus tendus avec SC Thakur, qui refusait ne fût-ce que de répondre aux coups de téléphone du TDWU. Le syndicat et l'ITF ont commencé à préparer une grande campagne. Les syndicats ferroviaires indiens (GTI appartient également en partie à CCC, l'une des branches des chemins de fer indiens) ont proposé leur soutien. Des alertes ont été préparées pour le réseau Maersk de l'ITF. Le dialogue avec Maersk/les terminaux APM s'est poursuivi. Le 26 septembre, la direction de SC Thakur a appelé le bureau du syndicat et a accepté la réintégration de ses cinq travailleurs. Le syndicat a insisté sur plusieurs conditions permettant de garantir la sécurité des chauffeurs et le lundi 1er octobre, ceux-ci ont pu reprendre le travail.

Selon Stuart Howard, Secrétaire général adjoint de l'ITF, « les effectifs des sous-traitants sont parmi les plus vulnérables. Leur travail est vital pour les activités de sociétés tentaculaires comme Maersk, mais la sous-traitance fait qu'ils sont facilement remplaçables. Ils peuvent être embauchés et licenciés presque à volonté. La société locale qui les engage fait généralement peu de cas de leurs droits fondamentaux ou des conditions de travail décentes. Pourtant, c'est grâce à leur travail que les conteneurs Maersk arrivent à bon port et dans les délais. Nous pensons que les multinationales ne devraient pas être autorisées à externaliser les responsabilités qui leur incombent d'assurer des conditions de travail décentes. Dans ce cas précis, le dialogue a été payant et il faut reconnaître que Maersk a fait le nécessaire pour que les conditions de travail décentes et les droits des salariés soient enfin respectés. »

Le syndicat sait qu'il lui reste beaucoup de chemin à parcourir pour protéger ses membres. Mais selon PK Raman du TDWU, le fait qu'il ait réussi à obtenir la réintégration de ces chauffeurs a dopé la confiance des intérimaires dans le port. Il a déclaré : « Notre syndicat a compris que quand les entreprises externalisent, ce qu'elles font de plus en plus, il doit s'organiser de manière à représenter également les effectifs des sous-traitants. Nous pensons que maintenant, beaucoup d'autres intérimaires du port auront compris que notre syndicat est prêt à se battre pour leurs droits et leurs conditions de travail et qu'ils souhaiteront rejoindre nos rangs. »